

AUXILIUM LEGALIS

LIGNE BUDGETAIRE : 2.2.7

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL POUR
L'ELABORATION DE MODULES DE FORMATION
UNIVERSITAIRE SUR LES DROITS HUMAINS ET VIH**

Termes de référence

I- Contexte et justification

La Côte d'Ivoire est bénéficiaire de l'Initiative qui est la deuxième modalité de contribution de la France au Fonds mondial. Ce financement dont la mise en œuvre opérationnelle est confiée à Expertise France (Agence française d'expertise technique internationale), vise à répondre aux demandes émanant des pays, notamment francophones, et bénéficiaires de subventions du Fonds Mondial (FM), pour renforcer leurs capacités de lutte contre le VIH sida, la tuberculose et le paludisme.

Le contexte ivoirien présente en effet des obstacles importants à l'accès aux services de santé (prévention, dépistage et prise en charge) pour les groupes les plus vulnérables car ils sont souvent victimes de stigmatisation et de discrimination. En effet, l'étude bio-comportementale des IST, du VIH et du sida (IBBS) chez les Travailleuses du Sexe (TS) conduite en 2014 dans le district d'Abidjan, a révélé que 23,3% des personnes enquêtées ont dit éviter les centres de santé du fait de la stigmatisation et de la discrimination manifestées à leur égard. Chez les Hommes ayant des rapports Sexuels avec d'autres Hommes (HSH), c'est l'attitude des prestataires face aux homosexuels qui constitue une barrière au recours aux soins.

Afin de soutenir l'effort du pays sur les problématiques spécifiques liées aux droits humains des personnes infectées et/ou affectées par le VIH, des populations clés et des personnes hautement vulnérables face au VIH, EXPERTISE France à travers L'INITIATIVE a octroyé à ENDA SANTE des fonds pour la mise en œuvre du projet AUXILIUM LEGALIS.

Le projet AUXILIUM LEGALIS dont est bénéficiaire ENDA SANTE, ambitionne de combler le gap qui persiste en matière d'assistance juridique et judiciaire en proposant des services juridiques innovants notamment l'implication ou l'intégration des UFR de Droits d'Abidjan et de de Bouaké dans la lutte contre le VIH et la Tuberculose.

Aussi, le projet Auxilium Legalis prévoit l'élaboration de modules universitaires complémentaires sur la thématique des droits humains des populations hautement vulnérables et populations clés face au VIH et faire un plaidoyer pour l'insertion de ces modules dans le curricula de formation.

C'est dans cette optique qu'un consultant national sera recruté pour l'élaboration des modules de formation sur les droits humains.

Les présents termes de référence définissent les conditions et modalités de recrutement du consultant.

II. OBJECTIFS

1. Objectif général

Elaborer des modules universitaires complémentaires sur la thématique des droits humains des populations hautement vulnérables et populations clés face au VIH à l'effet de les insérer dans le curricula de formation.

2. Objectifs spécifiques de la consultance

- Identifier et analyser les acquis et insuffisances en matière modules universitaires existants sur la thématique des Droits Humains ;
- Documenter les approches pédagogiques majeures et les bonnes pratiques au niveau international en matière d'enseignement des Droits Humains et les adapter au contexte national ;
- Proposer sur la base de l'analyse de la situation, des modules de formation sur les droits humains à insérer dans le curricula de formation universitaire
- Valider au cours d'un atelier, les modules de formation élaborés.

III. Tâches du consultant

Sous la supervision du Groupe Technique de Travail (GTT), le consultant recruté sera chargé de :

- ✓ Elaborer et s'accorder avec le Groupe de Travail Technique (GTT) la note méthodologique, l'organisation et le planning du travail pour l'élaboration des modules droits humains et VIH à insérer dans le curricula de formation ;
- ✓ Faire la revue documentaire (documents nationaux et internationaux en lien avec les droits humains) ;
- ✓ Analyser les acquis et les insuffisances en matière de modules d'enseignements universitaires de droits humains en Côte d'Ivoire ;
- ✓ Produire le draft 0 des documents de formation sur les droits humains (modules, manuel du participant et guide du formateur) ;
- ✓ Faciliter les réunions du GTT pour conduire ce processus ;
- ✓ Faciliter l'atelier national de validation des modules de formation droits humains et VIH à insérer dans le curricula de formation universitaire, regroupant toutes les parties prenantes ;
- ✓ Finaliser les documents de formation droits humains et VIH après l'atelier de validation.

IV. RESULTATS ATTENDUS

Les modules de formation sur les droits humains sont validés, contenus dans un document et disponibles.

V. DUREE DE LA CONSULTATION

La consultation durera 20 jours ouvrables.

VI. LIVRABLE DE LA CONSULTATION

- Le chronogramme de travail durant la période de consultation ;
- Le rapport des réunions du GTT pour la pré-validation ;
- La documentation ayant servi pour l'élaboration des modules droits humains ;
- Le rapport de l'atelier de validation des modules droits humains ;
- Le document contenant les modules de formation droits humains et VIH à insérer dans le curricula de formation universitaire pour le Renforcement de capacités des prestataires de santé sont disponibles.

VII. PROFIL DU CONSULTANT

Les domaines d'expériences et de compétences suivants sont requis :

- Avoir des qualifications académiques post Universitaires (Doctorat ou PhD) en droit avec une spécialité en droits de l'homme ou en droit public
- Avoir une bonne connaissance sur les questions liées aux personnes vivant avec le VIH et populations clés en Côte d'Ivoire et justifier d'une solide expérience (au moins 3 ans) de travail sur ces cibles ;
- Avoir une expérience significative dans la facilitation d'ateliers de références sur la question des Droits des personnes
- Avoir une bonne connaissance en matière de VIH et du sida en lien avec les Droits humains ;
- Avoir une bonne capacité à conduire un processus de plaidoyer institutionnel
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;
- Avoir une bonne maîtrise de la langue française et un bon niveau de communication en français écrit et parlé (langue de travail) ;
- Posséder d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction de documents normatifs, modules de formation etc... ;
- Avoir un esprit d'initiative et de créativité ;
- Avoir d'excellentes capacités à interagir en milieu multiculturel ;
- Être capable de travailler sous pression et rendre les résultats dans les délais.

VIII. INSTRUCTIONS AUX POSTULANTS

a. Documents de soumission

Les postulants devront soumettre une proposition comportant :

- **Une offre technique comportant :**
 - Les approches méthodologiques
 - Le plan de travail
 - Un CV détaillé mettant en exergue les domaines d'expertise et les expériences pertinentes pour cette mission ;
 - Une copie certifiée conforme de chacun des diplômes ;
 - Une lettre de motivation ;
 - Les attestations de bonne exécution ou rapports de missions similaires
- **Une offre financière**

Les offres techniques et financières doivent être soumises sous plis fermés séparément.

b. Critère de sélection

La procédure de sélection comprendra quatre étapes :

1. Analyse du dossier (CV, offre technique, plan de travail)
2. Interview
3. Négociation
4. Signature du contrat

L'analyse de dossier permettra de retenir au plus trois personnes pour l'interview. Les soumissionnaires qui auront eu au moins 75 points passeront l'interview.

Le soumissionnaire classé premier au terme de l'interview sera contacté pour une séance de négociation sur son offre financière. Au terme de la négociation, un contrat de prestation sera signé.

Les propositions techniques et financières doivent être déposées sous plis fermés au plus tard le **23 septembre 2022 à 17H00** à l'adresse géographique indiquée ci-après :

ENDA Santé sise à Abidjan Cocody Angré 8^{ème} Tranche Cité Wedouwel entre la pharmacie les Arcades et la Cité Soleil 2.

Tél : 07 07 23 24 47 / 07 07 88 83 43

Les dossiers en retard ne seront pas acceptés.